

DECISION N°2016-220/ARCOP/ORAD

sur recours de Groupement BATCO-CONCEPT-PLUS-IAC contre les résultats provisoires de la demande de proposition n°11p/MARHASA/SG/DMP du 18 février 2016 pour le suivi contrôle des travaux de construction de quatre magasins de stockage et de trois aires de séchage dans le cadre du Projet 1 du Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P1-P2RS).

**L'ORGANE DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS
STATUANT EN MATIERE DE LITIGE :**

- Vu** le décret n°2014-554/PRES/PM du 27 juin 2014 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;
- Vu** le décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public et ensemble ses modificatifs ;
- Vu** le décret n°2008-374/PRES/PM/MEF du 02 juillet 2008 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée ;
- Sur** recours par lettre en date du 24 mai 2015 du Groupement BATCO-CONCEPT-PLUS-IAC contre les résultats provisoires de la demande de propositions ci-dessus citée;

présidé par Monsieur Seydou SIMPORE, membre de l'Organe de règlement amiable des différends (ORAD) ;

en présence de :

- Monsieur L. Prosper THIOMBIANO, membre de l'ORAD ;
- Monsieur Doudou DOUMBIA, membre de l'ORAD ;
- Messieurs Moïse BAKORBA et N. Olivier KAMBOU, assurant le secrétariat de l'ORAD ;

et en présence des représentants des parties :

- au titre du requérant, Monsieur Claude AISSI, représentant le Groupement BATCO-CONCEPT-PLUS-IAC ;

- au titre de l'autorité contractante, Messieurs Salomon KABORE et Camille DABIRE, respectivement Spécialiste en passation de marchés et Directeur des marchés publics du Ministère de l'agriculture et des aménagements hydrauliques (MAAH) ;
- au titre des bureaux retenus, Messieurs R. Serge Théophile ZONGO et Nicolas GORDIO, représentant respectivement GTL INTERNATIONAL et 2Ec INGENIEURS CONSEILS, le groupement MEMO SARL/BECIC étant absent ;

après avoir délibéré conformément à la réglementation ;

rend la présente décision fondée sur la régularité du recours ;

EN LA FORME :

sur la compétence,

considérant que la demande de propositions sus visée reste soumise aux dispositions du décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public et ses modificatifs n°2012-123/PRES/PM/MEF du 02 mars 2012 et n°2013-1148/PRES/PM/MEF du 12 décembre 2013 ;

considérant qu'aux termes de l'article 28 du décret n°2014-554 ci-dessus visé, l'ORAD est compétent en matière de litige dans la phase de passation de la commande publique ;

considérant que le recours concerne la contestation des résultats provisoires de la demande de propositions n°11p/MARHASA/SG/DMP du 18 février 2016 pour le suivi contrôle des travaux de construction de quatre magasins de stockage et de trois aires de séchage dans le cadre du Projet 1 du Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P1-P2RS) ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORAD est compétent pour en connaître ;

sur la recevabilité,

considérant qu'aux termes de l'article 30 du décret n°2014-554 ci-dessus visé, « Tout candidat ou soumissionnaire s'estimant injustement évincé des procédures de passation de la commande publique, doit, avant de saisir l'ORAD, exercer un recours auprès de l'autorité contractante.

Ce recours est une demande écrite indiquant les références de la procédure de passation et exposant les motifs de sa réclamation. Il est adressé à l'autorité contractante avec accusé de réception ou déposé contre récépissé. Il doit invoquer une violation caractérisée des textes en la matière. Il doit être exercé dans un délai de trois (03) jours ouvrables à compter de la publication de l'avis

d'attribution dans la revue de la commande publique, de la communication de la lettre d'invitation ou du dossier de demande de propositions.

L'autorité contractante est tenue de répondre à cette réclamation dans un délai de trois (03) jours ouvrables au-delà duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours.

En cas de rejet implicite, le requérant dispose de deux (02) jours ouvrables pour saisir l'ORAD. En cas de notification d'une réponse de rejet, il dispose de cinq (05) jours ouvrables pour saisir l'ORAD. » ;

considérant que les résultats provisoires de la demande de propositions ci-dessus citée ont été publiés dans le quotidien des marchés publics n°1793 du mardi 17 mai 2016, et que le délai de recours préalable auprès de l'autorité contractante courait jusqu'au 20 mai 2016 ;

considérant que l'article 33 du décret n°2014-554 sus cité indique que, sous peine d'irrecevabilité, la requête saisissant l'ORAD doit être exercé dans les délais requis et comporter, entre autres, « la réponse écrite de rejet de l'autorité contractante ou la preuve de son rejet implicite de la réclamation » ;

considérant qu'en l'espèce, il ressort des pièces du dossier que le Groupement BATCO-CONCEPT-PLUS-IAC a saisi directement l'ORAD par lettre en date du 26 mai 2016, sans apporter la preuve du recours préalable obligatoire exercé devant l'autorité contractante ; qu'en effet, le requérant a saisi l'autorité contractante pour solliciter le détail de notation de sa proposition technique ; que cette démarche ne saurait être considérée comme étant l'exercice du recours préalable qui lui, consiste en une contestation des résultats provisoires auprès de l'autorité contractante ; qu'en application des dispositions des articles 30 et 33 du décret n°2014-554 ci-dessus visés, le non-respect de cette formalité substantielle est constitutif d'un motif de rejet de la requête ;

que dès lors, il convient de la déclarer irrecevable pour défaut de recours préalable ;

par ces motifs ;

DECIDE :

-qu'il est compétent ;

-que le recours du Groupement BATCO-CONCEPT-PLUS-IAC est irrecevable pour défaut de recours préalable ;

-que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 02 juin 2016

Le Président de séance

Seydou SIMPORE